

Les « Écoles de la deuxième chance » en version espagnole

Le réseau français des « Écoles de la deuxième chance » sert de référence pour la constitution d'un modèle comparable en Espagne. La réunion organisée au siège de l'Union pour la Méditerranée mercredi 11 novembre 2015 est un acte fondateur de ce futur réseau espagnol, dans un pays où 21 % des jeunes abandonnent précocement leurs études, malgré un taux de chômage de plus de 50% chez les moins de vingt-cinq ans. Le projet a donc une dimension à la fois pédagogique, économique et sociale.



Guillaume Thureau, coordinateur du futur réseau espagnol des écoles de la deuxième chance (photo F. Matéo)

ESPAGNE. Si l'on ne peut pas encore annoncer officiellement la naissance du réseau des « **écoles de la deuxième chance** » (E2C) en Espagne, on peut affirmer à coup sûr que la gestation se trouve en cours. Et les « parents » se préparent activement à l'accouchement, avec une réunion organisée pour la première fois en Espagne entre les principaux acteurs de ce projet, dans les bureaux et sous la bienveillance de l'Union pour la Méditerranée, à Barcelone.

Tous les « pères » du projet étaient là : Guillaume Thureau, coordinateur du futur réseau espagnol des écoles de la deuxième chance (« Escuelas de segunda oportunidad », ou E2O), Pierre Massis, délégué général de l'OCEMO (Office de coopération économique pour la Méditerranée et l'Orient), Jean-Louis Reiffers et Gilles Bertrand, président et directeur général de l'E2C de Marseille... Car il s'agit de s'inspirer directement de ce modèle pédagogique français. « *Mais attention, nous n'allons pas dupliquer l'exemple français à l'identique, car ce serait contre-productif* », prévient Pierre Massis : « *Chaque pays à ses règles, ses propres standards, et je dirais même que chaque élève a ses propres normes à prendre en compte dans ce genre de démarche.* » C'est pourquoi cette session « inaugurale » du futur réseau des écoles de la deuxième chance en Espagne a d'abord donné la parole aux jeunes...

« Des itinéraires flexibles et personnalisés »

Majid El Messari avait abandonné ses études au Maroc pour s'installer avec sa famille en Espagne, où il s'est retrouvé en marge du système scolaire. À dix-neuf ans, il passe la porte « *toujours ouverte* » de la fondation El Llindar de Barcelone, dont Begonya Gasch Yagüe est directrice. Ce pas va totalement révolutionner la vie du jeune homme, qui perfectionne son apprentissage de la langue et acquiert des compétences de bricolage et maçonnerie avant de se spécialiser en peinture, grâce à la mise en place d'une formation professionnelle spécialement conçue et adaptée par la fondation. Depuis deux mois, les problèmes qui se posent à Majid El Messari sont de tout autre nature que lorsqu'il était entré au Llindar. À vingt-trois ans, il est devenu auto-entrepreneur, avec des projets plein

la tête!

Le cas reste typique des jeunes de treize à vingt-cinq ans accueillis au sein du Llindar depuis dix ans (200 cette année, et bientôt le double). « *Nous donnons simplement l'opportunité aux jeunes d'accéder à nouveau ou pour la première fois à une formation qualifiante, en plus des enseignements plus basiques comme la langue, avec la possibilité d'élaborer ensemble des itinéraires flexibles et personnalisés* », explique Begonya Gasch Yagüe. Un savoir-faire que le système éducatif traditionnel (à la charge des communautés autonomes en Espagne) ne peut de toute évidence pas mettre en œuvre. La directrice de la fondation demeure de fait l'une des plus ferventes militantes pour la constitution du réseau des écoles de la deuxième chance en Espagne, dont El Llindar deviendra l'un des premiers maillons.

Record de l'abandon scolaire



De gauche à droite : Majid El Messari, Begonya Gasch Yagüe (El Llindar) et Pierre Massis (délégué général de l'OCEMO)
(photo F. Matéo)

Pour donner une idée de l'enjeu, les chiffres parlent d'eux-mêmes : l'Espagne détient le triste record en Europe de l'abandon scolaire (environ 21% des élèves), et se distingue aussi comme le pays avec le plus de jeunes sans emploi ni formation (20 % d'entre eux). Alors que plus de 50 % des « 16-24 ans » sont au chômage !

Le rôle des écoles de la seconde chance s'avère donc primordial dans ce pays. Et la constitution de ce réseau peut d'abord apporter une reconnaissance à des institutions œuvrant aujourd'hui de manière plus ou moins isolée. Ce sera aussi un outil supplémentaire pour élargir les sources de financement, en facilitant par exemple l'accès aux fonds européens. « *Chaque pays doit garder ses spécificités, mais je pense que la constitution de ce réseau espagnol est intéressante et riche également d'enseignements, car les établissements se sont développés ici selon un modèle de financement mixte résilient* », estime Guillaume Thureau. « *Avec la nécessité d'aller chercher des fonds auprès des partenaires privés, voire d'assurer leur autofinancement, les établissements espagnols ont aujourd'hui une meilleure capacité à rebondir en cas de problème avec l'un ou l'autre type de bailleur.* » Ce modèle pourra aussi servir d'exemple en ce sens.

Les entreprises jouent le jeu

Pour autant, il existera bien des standards communs à toutes les écoles du réseau de la deuxième chance, en France comme en Espagne, explique Gilles Bertrand, qui recense trois éléments de convergence: « *L'individualisation des parcours, le rôle central des entreprises, et l'accompagnement des jeunes dans toutes les dimensions de leurs itinéraires apprentissage, y compris sur des questions personnelles* » (problèmes d'addictions, difficulté à se loger,...).

« *Le mot-clé, c'est la confiance* », ajoute Pierre Massis, « *cette confiance qui va permettre aux jeunes de mettre ou remettre le pied à l'étrier pour s'intégrer à l'entreprise.* » Sur ce plan, le modèle a fait ses preuves en France, et ailleurs. « *L'expérience en Tunisie nous a montré l'efficacité de ces écoles, y compris dans des secteurs comme la banque et l'assurance* », enchaîne Anis Saïdi, également représentant de l'OCEMO. « *Quand nous disons aux entreprises que les jeunes vont être formés aux apprentissages de base, qu'ils seront coachés pendant leurs stages professionnels, et qu'il y aura une réflexion de retour à l'école sur les problèmes qui se sont posés sur le lieu de travail, quasiment toutes les entreprises acceptent de jouer le jeu* » souligne-t-elle.

Efficacité prouvée également par les chiffres à Marseille, où au moins 60% des jeunes trouvent un emploi de plus de trois mois ou une formation qualifiante à l'issu du cursus.

Ces arguments incitent l'Union pour la Méditerranée à poursuivre son travail de labellisation des projets sur ce terrain, comme c'est déjà le cas au Maroc, en Algérie, en Tunisie, et peut-être demain en Égypte. L'émergence d'un réseau des écoles de la deuxième chance est également envisagée en Italie et à Chypre. Avec à terme l'ambition -pour l'instant rêvée- d'un méta-réseau méditerranéen.

Une ambition à concrétiser pas à pas. Le prochain se fera à Marseille, du 26 au 28 janvier 2016, avec la réunion du réseau des écoles de la deuxième chance en France. En Espagne, ce réseau ne sera alors plus très loin de naître...

Francis Mateo, à BARCELONE

Jeudi 12 Novembre 2015

Plus d'actualités sur : Algérie, Barcelone, Begonya Gasch Yagüe, chômage des jeunes, École de la deuxième chance de Marseille (E2C Marseille), écoles de la deuxième chance, écoles de la deuxième chance en Espagne, Égypte, El Llindar, Escuelas de segunda oportunidad, Espagne, France, Gilles Bertrand, Guillaume Thureau, Italie, Jean-Louis Reiffers, jeunes, Majid El Messari, Maroc, Marseille, Méditerranée, OCEMO Office de coopération économique pour la Méditerranée et l'Orient, Pierre Massis, Tunisie, Union pour la Méditerranée (UpM)

Source :

<http://www.econostrum.info>